

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

**LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L' ELEVAGE ET DE LA PECHE
(Ministère Charge De La Pêche)**

ET

**LA SOCIETE ANABAC BERMEO
(Société)**

**SUR LA CONDUITE D'UNE PECHE COMMERCIALE
DES THONS DANS LA ZEE MALGACHE**

(Le présent protocole comprend seize (16) y compris celle-ci et les huit (08) appendices)

Article 0 : Conditionnalité du protocole

Pour chaque campagne de pêche, le présent protocole est conditionné par le paiement d'une avance de 500 US\$ par navire. Cette avance est défalquée au prorata de la grille de redevance pour chaque navire au moment de la délivrance de la licence. En cas de non-exécution du protocole selon les clauses de l'article 19, celui-ci (ie le protocole) devient caduc et la somme versée n'est plus remboursable.

Cette avance sera payée auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « Avance de redevance sur licence de pêche du ou des navire(s) <NOM DU NAVIRE> dont 20% en faveur de l'Agence Malgache de la Pêche et de l'Aquaculture, au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du protocole. La date de signature du protocole ne doit pas être antérieure à celle de la quittance de paiement.

Article Premier : Zone de pêche

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord est la Zone Economique Exclusive au-delà de la bande de 12 milles nautiques à compter des lignes de base conformément à la réglementation malgache. La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be, Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

Article 2: Les espèces cibles

Seuls les Thons et les espèces assimilées sont autorisés pour chaque campagne de pêche couverte par le présent protocole.

Toutes les espèces prohibées et défendues, soit par les réglementations nationales ou internationales doivent être remises à l'eau dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : Bateaux et techniques de pêche

Pour la réalisation de la pêche, la SOCIETE est autorisée à utiliser au total SIX (06) navires de type senneur, battant « Pavillon Etranger autre que les pavillons appartenant aux pays membres de l'Union Européenne ».

Les techniques de pêche pouvant être utilisées à la capture sont

- Les Sennes.

Aucun engin de pêche outre celui précisé ci-dessus ne doit être présent à bord du navire.

Les caractéristiques des navires, dûment certifiées par les autorités compétentes du pays où ils ont été enregistrés, doivent être jointes à la demande de licences (Appendice 1) à adresser au Ministère chargé de la Pêche. La date de délivrance de ce certificat ne doit pas dépasser trois (03) mois.

Tous les navires doivent être conformes aux dispositions réglementaires du Code Maritime. Le Ministère chargé de la Marine marchande doit délivrer les autorisations de navigation après visite de mise en service des navires. L'inspection se fait uniquement au port.

Le Centre de Surveillance des Pêches inspecte et contrôle les installations de pêche et le mode de conservation des produits à bord du navire, la balise satellite et le système de communication HF/VHF avant le début de la campagne de pêche. Pour ce faire, l'armateur ou la société doit informer le Centre de Surveillance des Pêches 15 jours à l'avance par courrier recommandé son intention de faire travailler son navire. Toutefois, le Centre peut faire des contrôles inopinés en mer ou en rade.

Les navires doivent arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord). Les dimensions minimales de chaque lettre sont de 45 cm de hauteur et de 6 cm de largeur. Ces marques doivent être peintes en blanc sur fond noir ou en noir sur fond blanc. L'indicatif d'appel doit être écrit sur la partie latérale la plus visible du navire et aussi haute que possible.

Les DCP dérivants (Dispositif de Concentration de Poissons), doivent arborer le N° d'autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE porté sur la licence de pêche. Les engins doivent être signalisés.

Article 4: Conditions d'exercices de la pêche

- a) Utilisation de balise Inmarsat C (EC TRACK), une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en appendice 3.
- b) Prise en charge des coûts d'un observateur malgache sur tous les navires. (obligatoire)
- c) Sur demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE, prise en charge des indemnités et des coûts d'un observateur scientifique dont les conditions sont définies en appendice 2.
- d) Débarquement de la totalité de la capture en rade. Aucun transbordement en haute mer ne peut être effectué. Pour le suivi des captures un journal de bord (Log book) doit être rempli, le mode de remplissage est explicité en article 11.
- e) Les détentions à bord des captures accidentelles ne sont pas autorisées

Article 5: Croquis et caractéristiques des engins de pêche

L'armateur est tenu de déposer le croquis et les caractéristiques détaillés des engins de pêche au Centre de Surveillance des Pêches. Le navire ne peut quitter le port sans l'avis favorable du Centre.

Article 6 : Licence de pêche

La pêche ne peut être effectuée que par les navires munis d'une licence de pêche délivrée par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE. La licence de l'année en cours est délivrée suivant les mois correspondants aux redevances payées et la validité de celle-ci ne doit pas dépasser le 31 décembre. Une autre licence est délivrée pour les mois de l'année suivante au prorata des redevances payées. Le renouvellement se fait obligatoirement sur demande écrite à adresser au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE. L'original de la licence doit être détenu à bord du navire pour être présenté aux agents officiels de la République de Madagascar.

La licence ne peut être délivrée qu'après présentation de la preuve de paiement des redevances et après virement effectif auprès de la Banque Centrale de Madagascar.

Article 7 : Remplacement d'un navire

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE après analyse des caractéristiques du navire remplaçant. Le cas échéant, le navire de remplacement sera muni d'une nouvelle licence de pêche à délivrer par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE suivant les conditions stipulées dans le présent Protocole.

Le navire remplaçant doit être inspecté et contrôlé par le Centre de Surveillance des Pêches avant son activité.

Article 8 : Durée du protocole et renouvellement

La durée du Protocole qui prend effet à partir de sa date de signature par les parties concernées est de trente six (36) mois). Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (3) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci devient caduc et non avenu.

La demande de renouvellement doit être adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE par la Société trois (3) mois avant la fin de la période du présent Protocole.

Nonobstant le paragraphe premier, le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut en tout temps annuler le présent protocole si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

Article 9 : Redevance

En terme du présent protocole, la société versera à la République de Madagascar les redevances totales se rapportant à la grille des redevances portées en appendice 6.

En sus des redevances sur l'obtention de la licence, chaque navire doit payer un droit d'entrée dans la Zone Economique Exclusive. Ce droit d'entrée est valable pour une seule campagne de pêche dont le montant est fixé à 1000 US\$. Il sera versé dans le compte BMOI MG / 0000307011100136 CENTRE DE SURVEILLANCE DE PECHE. Quel que soit le motif, ce droit d'entrée ne fera pas l'objet de remboursement.

Article 10 : Mode de paiement des redevances

La redevance est payable d'avance uniquement en devises par chèque certifié auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « redevance sur licence de pêche du navire <NOM DU NAVIRE> dont 20% en faveur du Fonds de Développement Halieutique et Aquicole » au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45

Article 11 : Rapports de pêche

Pendant ses activités dans la Zone Economique Exclusive malgache, le capitaine du bateau est tenu de remplir une fiche de pêche suivant le modèle porté en appendice 5.

Cette fiche de pêche mensuelle remplie en deux (2) exemplaires sera retournée par voie recommandée avec accusé de réception au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE aux adresses suivantes par la Société. Le 1^{er} exemplaire à Monsieur Le Directeur des Pêches B.P : 1699 et le 2^{ème} à Monsieur Le Chef du Centre de Surveillance des Pêches, B.P : 60114 ANTANANARIVO, MADAGASCAR.

Le capitaine doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches un résumé succinct de ses activités (zone de pêche, capture, effort de pêche) une fois par semaine.

En outre, le capitaine établira également un rapport sur les autres bateaux qu'il a vus pêcher dans la Zone Economique Exclusive malgache en indiquant notamment leur nom, pavillon, type, indicatif d'appel, position, date où il les a observés. La Société enverra ce rapport de pêche au Centre de Surveillance des Pêches.

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut exiger à la Société d'autres renseignements complémentaires, si besoin est.

Article 12 : Déclaration d'entrée et de sortie de la Zone Economique Exclusive malgache

La Société ou le Capitaine du navire doit signaler 03 heures à l'avance leur intention de rentrer dans la Zone Economique Exclusive malgache. Le Capitaine du navire pratiquant la pêche doit notifier au moins vingt-quatre heures à l'avance, au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar, par télécopieur (n°261-20-22 49014) (Inmarsat 00 873 762 060 796) ou par Email (esp.mpl@mb.mg) leur intention de sortir de la zone de pêche malgache. Il doit notifier également les quantités estimées de captures (par espèce) effectuées pendant son séjour dans la zone de pêche malgache, lors de la notification de son intention de sortir.

Article 13 : Observateurs

Chaque navire doit prendre un observateur malgache à bord pour toute la durée du protocole. A la demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE et à partir d'un port convenu au préalable entre les deux parties au présent protocole, chacun des quatre navires énumérés à l'article 3 doit prendre 1 (un) observateur. Chaque observateur doit être titulaire d'une carte professionnelle et d'un fascicule de marin et il est tenu en outre de respecter les instructions de sécurité établies à bord.

L'armateur ou son consignataire remboursera la prise en charge des frais de déplacement de l'observateur de son domicile au port d'embarquement auprès du Centre de Surveillance des Pêches. Les frais de mobilisation et de démobilisation de l'observateur à l'extérieur de Madagascar sont à la charge de l'armateur. Par ailleurs, il doit payer l'indemnité de l'observateur qui est fixée à 20 Euros par jour. Le capitaine est tenu de fournir tous les documents et éléments demandés par ces observateurs de façon à faciliter leur mission conformément à l'Appendice 2.

L'armateur ou son consignataire informe le Centre de Surveillance des Pêches au moins deux (2) jours avant l'arrivée du navire dans un port malgache.

Au cas où le navire ne se présente pas au moment convenu dans un port fixé à l'avance pour embarquer un observateur, l'armateur est tenu de régler les frais relatifs à l'immobilisation de l'observateur durant l'attente au port (hébergement, nourriture)

Article 14 : Embarquement des marins.

Pour chaque navire, au moins 2 (deux) marins malgaches sont embarqués en permanence pendant la durée de la campagne de pêche dans la zone de pêche malgache. Le salaire du marin embarqué est fixé de commun accord entre la Société ou son consignataire et les intéressés sans toutefois être inférieur ou égal à 20 Euros par journée d'embarquement. Ce salaire doit couvrir les avantages de la sécurité sociale.

Les contrats d'engagement de ces marins sont passés entre la Société ou son consignataire et les intéressés avec une copie adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE.

En cas de non embarquement de marins, une compensation est fixée à 15 Euros par journée d'embarquement par marin non embarqué et ce, couvrant toute la durée de la campagne. Elle est à verser au compte ci-après : Banque Malgache de l'Océan Indien B.P : 25 bis Analamahitsy Antananarivo, Madagascar n°00003 070068 012 90 Eur Intitulé : SURVEILLANCE DES PÊCHES, FORMATION DES MARINS.

Parallèlement aux embarquements respectifs d'observateurs du Centre de Surveillance des Pêches et des marins malgaches, l'armateur a la possibilité d'embarquer d'autres observateurs et techniciens de nationalité de son choix.



Article 15 : Inspections et surveillance des activités de pêche

La montée à bord et l'accomplissement des tâches de tout agent dûment mandaté par la République de Madagascar chargé de l'inspection et de contrôle de surveillance des pêches doivent être facilités.

Procédure en cas d'arraisonnement :

a) Transmission de l'information

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE informe la Société dans un délai maximum de 48 heures, de tout arraisonnement d'un navire de pêche opérant dans le cadre du protocole. De même, la Société est tenue informée du déroulement des procédures entamées et des sanctions prises.

b) Règlement de l'arraisonnement

Conformément aux dispositions de la loi des pêches et des règlements y afférents, l'infraction peut se régler :

- soit par voie transactionnelle, et dans ce cas, le montant de l'amende est appliqué conformément aux dispositions de la loi à l'intérieur d'une fourchette comprenant un minimum et un maximum prévu dans la législation malagasy
- soit par voie judiciaire au cas où l'affaire n'a pas pu être réglée par la procédure transactionnelle

Pour les deux cas, la main levée du navire est obtenue et son équipage est autorisé à quitter le port :

- soit dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelle sur présentation du récépissé du règlement ;

- soit dès le dépôt d'une caution bancaire destinée à garantir le paiement des amendes, confiscation et frais encourus en attendant l'accomplissement de procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Article 16 : Suivi satellitaire

En application de l'arrêté 1613/2002 du 31 juillet 2002 (appendice 4) portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la pêche, chacun des navires énumérés à l'article 3 doit être équipé d'une balise satellite de positionnement Inmarsat C ou ARGOS.

A cet effet, chaque navire doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches une position par heure et 24 positions par jour.

Les renseignements à transmettre par l'armateur au Centre de Surveillance des Pêches pour le bon déroulement du système sont en appendice 3. En cas de non fonctionnement de la balise, le navire doit se référer à l'appendice 3.

La délimitation ainsi que les coordonnées des points marquant les zones de pêche malagasy sont données lors de la délivrance de la licence.

Article 17 : Prévention

Le capitaine du bateau prendra toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir la pollution ou toute autre action portant préjudice à la nature de l'océan et des ressources biologiques marines et remplir une fiche de suivi des déchets.

Article 18 : Règlement des différends

Tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

Article 19 : Dénonciation ou renonciation

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle, elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.

Article 20 : Langue utilisée pour le protocole

Le présent protocole est élaboré en version française. La Société peut traduire en d'autres langues. Toutefois seule la version française est signée par les deux parties et est valable en cas de litige ou de discussion.

Article 21 : Adresses pour les correspondances

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le fax, aux adresses suivantes :

POUR LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE
L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

BP : 1699 Antananarivo
Tél : 261 20 22 406 50
Fax : 261 20 22 409 00 ou 490 14

POUR LA SOCIETE
ANABAC BERMEO

TXIBITXIAGA 24 Entreplanta

Apartado 49

48 370 BERMEO

ESPAGNE

- Téléphone : 34 94 68 82 806

- Fax : 34 94 68 85 017

Email : Juanpablo@anabc.org

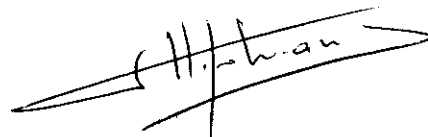
Fait à Antananarivo le, 14 JAN 2009

POUR LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE
L'ELEVAGE ET DE LA PECHE



POUR LA SOCIETE



APPENDICE 1:

FORMULAIRE DE DEMANDE DE LICENCE¹

1. Nouvelle demande ¹ ou renouvellement ²
2. Numéro de la licence de pêche en cas de renouvellement, licence jointe) :
3. Nom du navire :
4. Nationalité :
5. Pavillon antérieur :
6. Pavillon du Navire :
7. Durée de validité : du ____/____/____ au ____/____/____
8. Année de construction : A
9. Nom de l'armateur :
10. Adresse de l'armateur :
11. Nom et adresse de l'affrèteur, si différent des points 4 et 5 :
12. Nom et adresse du représentant officiel à Madagascar :
13. Nom du Capitaine du navire :
14. Type du navire :
 Senneur : ☒
 Palangrier : ☒
 Chalutier d'eaux profondes : ☒
 Autres à préciser :
15. Numéro d'immatriculation :
16. Identification extérieure du navire :/.....
17. Port et pays d'enregistrement :
18. Indicatif d'appel radio et fréquence :
19. Longueur Hors Tout du navire :mètres
20. Largeur Hors Tout du navire :mètres

¹ Toutes les informations demandées sont obligatoires. Une omission peut entraîner la non délivrance de licence.

² Cocher la case correspondante

21. Tonnage Jauge Brut (TJB) :
22. Tonnage Jauge Net (TJN) :
23. Puissance du moteur principal :CV
24. Marque du moteur principal :
25. Capacité de congélation :tonnes par jour
26. Nombre de cales de stockage :
27. Capacités respectives des cales :
- Cale 1 :m³
- Cale 2 :m³
- Cale 3 :m³
- Cale 4 :m³
- Cale 5 :m³
- Cale 6 :m³
- Total :m³
28. Autres équipements de communication :
- Téléphone :
- Fax :
- Télex :
- Email :
29. Equipement d'aide à la pêche :
30. Effectif de l'équipage par nationalité :
-
31. Moyens de détection et de communication :
- Radio HF :
- Radio VHF :
- SATELLITE :
- INMARSAT A :
- INMARSAT B :
- INMARSAT C :
- RADAR :
- SONAR :
- SONDEUR :
- NET SONDE :
- TRACEUR DE ROUTE :



PILOTE AUTOMATIQUE :

AUTRES :

32. Type de balise :

ARGOS : 1
Identification :

INMARSAT C : 1
Identification :

DNID :

Numéro de membre :

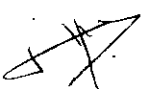
AUTRES A PRECISER :

.....
.....

Je soussigné, certifie
l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus et m'engage à les respecter.

.....
(cachet et signature de l'armateur)

.....
(Date)



APPENDICE 2

EMBARQUEMENT DES OBSERVATEURS

Les navires cités à l'article 2 du protocole d'accord autorisés à pêcher, prennent à bord un observateur du Centre de Surveillance des Pêches muni d'une carte professionnelle et d'un livret maritime. Le temps de présence de l'observateur à bord est fixé par le Centre de Surveillance des Pêches, sans que pour autant il ne dépasse, en règle générale, les délais nécessaires pour effectuer ses tâches.

A bord, l'observateur :

1. Observe, enregistre et rapporte les activités de pêche des navires ;
2. Vérifie la position des navires engagés dans des opérations de pêche ;
3. Procède à des opérations d'échantillonnage biologique dans le cadre de programmes scientifiques ;
4. Fait le relevé des engins de pêche utilisés et prend des photos des activités ;
5. Collecte les données de captures relatives à la zone de pêche pendant sa présence à bord ;
6. Prend toutes les dispositions appropriées pour que les conditions de son embarquement ainsi que sa présence à bord du navire n'interrompent ni entravent les opérations de pêche ;
7. Respecte les biens et équipements qui se trouvent à bord, ainsi que la confidentialité de tous documents appartenant au dit navire ;
8. Rédige un rapport de marée qui est transmis au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar.

A cet effet, l'armateur ou le capitaine du bateau de pêche doit :

1. permettre à l'observateur de monter à bord du bateau pour y exercer ses fonctions et de rester à bord du bateau pendant la période précisée dans la demande ;
2. fournir une aire de travail appropriée qui comporte une table et dont l'éclairage est suffisant ;
3. fournir les renseignements qu'il possède sur les activités de pêche dans la zone de pêche malgache ;
4. donner la position du bateau (longitude et latitude) ;
5. envoyer et recevoir ou permettre d'envoyer et de recevoir des messages au moyen du matériel de communication se trouvant à bord du bateau ;
6. donner accès à toutes les parties du bateau où se déroulent les activités de pêche, de transformation et d'entreposage ;
7. permettre de prélever des échantillons ;
8. fournir des installations d'entreposage convenables pour ses échantillons, sans porter préjudice aux capacités de stockage du navire ;
9. prêter assistance pour examiner et mesurer des engins de pêche à bord du bateau ;
10. permettre d'emporter les échantillons et les documents obtenus pendant son séjour à bord ;
11. lorsque l'observateur reste à bord du bateau pendant plus de quatre heures consécutives, lui assurer le gîte et les vivres, le traitant à cet égard au même titre que les officiers du bateau.

APPENDICE 3

Conditions particulières pour la transmission de données VMS appliquées à tous les navires en activités dans la ZEE Malagasy

Le port d'une balise Inmarsat-C (Mini C) est obligatoire pour tout navire en activité dans les zones de pêche malgache. Les conditions suivantes sont réglementaires :

1) Format de données à transmettre par chaque navire :

Dans le but de standardiser les messages reçus par le Centre de surveillance des Pêches, les données doivent contenir les informations suivantes :

Identification du navire/Date et heure (émission)/Latitude/Longitude/Vitesse /Cap

2) Périodicité des transmissions :

Le Centre de surveillance exige la transmission d'au moins 24 positions par jour (1 pos./hr) par navire. Le Centre peut interroger au besoin les navires. Dans ce cas, il assume les coûts supplémentaires liés à cette interrogation.

3) Réglementation en cas de non-transmission :

Lorsque le CSP constate qu'un navire ne transmet plus donnée sur la base de 1 pos/hr, il procède à un contrôle par interrogation et une vérification du fonctionnement normal du service Via Space/France Telecom.

A la suite de cette vérification préalable par le Centre de Surveillance, l'armateur responsable en sera immédiatement informé par téléphone (Email ou fax).

a) Problème de transmission de données :

Le CSP et l'armateur feront le nécessaire pour le rétablissement de la situation dans les 24 hrs qui suivent la fin de la dernière position. Durant ce temps, le navire en question soit directement, soit par l'intermédiaire de l'armateur, envoie les messages par radio BLU (8754 USB) ou par fax (261 20 22 490 14) (873 600 147 221) avec intervalle de 04 heures durant 48 heures. Ces messages doivent contenir le nom, la position, la direction, et la vitesse du navire.

b) Panne de la balise :

En cas de défaillance ou panne confirmée par l'agence Inmarsat de la balise de plus de 48 hrs, l'armateur informe par courrier (fax) le CSP. Un délai de 05 jours sera accordé à l'armateur pour rétablir la situation à partir de la date de la première notification.

Après ce délai total de 7 jours, le navire quitte la zone de pêche pour retourner à son port d'attache pour la réparation et/ou le changement de sa balise.

En l'absence de solution, le navire sera considéré en infraction conformément aux textes réglementaires.

4) Confidentialité des données :

Seul le CSP a l'accès à toutes les données, de ce fait les données de surveillance enregistrées dans la base de données seront exclusivement destinées au contrôle et surveillance. Ces données ne pourront en aucun cas être communiquées à d'autres parties.

APPENDICE 4

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA

Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA PÊCHE
ET AUX RESSOURCES HALIEUTIQUES

Arrêté N°1613/2002 portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la Pêche

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et des Ressources Halieutiques,

- Vu la Constitution,
- Vu la Loi n° 85-013 du 11 Décembre 1985 fixant les limites des zones maritimes (mer territoriale, plateau continental et Zone Economique Exclusive),
- Vu la loi No 99-029 du 03 Février 1999 portant refonte du Code Maritime,
- Vu l'Ordonnance N°93-022 du 04 Mai 1993 portant réglementation de la Pêche et de l'Aquaculture,
- Vu le Décret N°94/112 du 18 Février 1994 portant organisation générale des activités de pêche maritime,
- Vu le Décret N°2002/450 du 16 Mai 2002 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/451 du 18 Mai 2002 et No 2002/496 du 02-07-02 portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/412 du 06 Juin 2002 fixant les attributions du Secrétariat d'Etat à la pêche et aux Ressources Halieutiques, ainsi que l'organisation générale de son Département,
- Vu l'arrêté N°13277/2000 du 01 Décembre 2000 portant réorganisation du Centre de Surveillance des Pêches,

ARRETE:

Article premier:

Tout navire opérant dans les eaux maritimes sous juridiction malagasy à des fins de recherche, de prospection ou de pêche, de quelque ressource que ce soit, doit être équipé d'une balise satellitaire de positionnement, plus précisément Argos ou Immarsat-C dont la forme et les modalités de transmission de données sont définies en annexe laquelle constitue partie intégrante du présent arrêté.

De ce fait, la délivrance de toute autorisation dans le cadre du secteur Pêche sera conditionnée par l'existence au préalable d'une balise satellitaire de positionnement fonctionnelle à bord du navire.

Article 2 :

Le non respect des dispositions énumérées respectivement dans l'article 1^{er} et l'annexe du présent arrêté par les bateaux autorisés à opérer dans les eaux sous juridiction malagasy constitue une infraction vis à vis de la réglementation en vigueur et sera poursuivi et réprimé suivant les dispositions des titres VI et VII de l'ordonnance 93.022 du 04.05.02 ainsi que les dispositions qui pourront être prises en vue de l'amélioration du système de surveillance dans le cadre de la gestion des pêcheries, telles que le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation délivrée.

Article 3 :

En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance N°62.041 du 19 Septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, le présent arrêté entre immédiatement en vigueur dès qu'il aura reçu une publicité suffisante, notamment par émission radiodiffusée ou affichage indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Antananarivo, le 31 juillet 2002.

Signé : Le Contre-Amiral RARISON RAMAROSON Hippolyte
Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et
des Ressources Halieutiques

Nom du navire:	Tonnage de jauge brute:	DÉPART du navire.	Mois	Jour	Année	Port		
Pays du pavillon:	Capacité - (TM):							
Numéro d'immatriculation:	Capitaine:	RETOUR du navire						
Armateur:	Nombre de membres d'équipage							
Adresse:	Date du rapport							
	(Auteur du rapport):	Nombre de jours en mer		Nombre de jours de pêche:			N° de la sortie de pêche.	
				Nombre de lancers				

[illegible]

5 - La dernière ligne (Quantités débarquées) ne doit être complétée qu'à la fin de la sortie de pêche. Il faut indiquer le poids réel au moment du débarquement.

b - Toutes les informations ci-incluses resteront strictement confidentielles

APPENDICE 6
GRILLE DE REDEVANCES

TONNEAU DE JAUGE BRUTE (TJB)	REDEVANCES MENSUELLES EN DOLLAR PAR TYPE DE THONIER	
	THONIERS SENNEURS	THONIERS PALANGRIERS ET LIGNEURS/CANNEURS
Inférieur à 100	3 000	2 000
100 à 199	3 000	2 500
200 à 299	4 000	3 000
300 à 399	4 000	4 000
400 à 499	4 250	4 000
500 à 599	4 250	4 000
600 à 699	4 250	4 000
700 à 799	4 250	4 250
800 à 899	4 500	4 250
900 à 999	4 500	4 250
1000 à 1199	4 500	4 500
1200 à 1299	4 800	4 500
1300 à 1399	4 800	4 500
1400 à 1499	4 800	4 500
Supérieur à 1500	5 000	4 500
Bateau d'appui	3000	3000